

**Une voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Nous entendons de nouveau des protestations de la part d'un homme qui vient du Québec. Il y a dans cette province 450,000 chômeurs qui ont, pour la plupart, voté pour le Parti québécois. Je vous le dis, mon ami, tout cela est de la faute de votre gouvernement.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Ce que je veux dire, monsieur l'Orateur, c'est que dans une économie mixte, nous devons nous attacher à stimuler les entreprises privées. Qu'a fait le gouvernement pour ouvrir la voie? Les gouvernements français et japonais ont fait des recherches, établi des programmes d'expansion et effectué des analyses sectorielles qui leur ont permis de voir vers quels secteurs au juste ils devaient diriger leurs investissements au cours des prochaines années; pourtant, on peut difficilement les considérer comme des gouvernements sociaux-démocrates. Grâce à cette initiative, les Japonais ont pris la tête dans le domaine de l'électronique. Ils n'ont pas compté sur le libre-échange. Ils n'ont pas eu recours aux vieux clichés relatifs à de l'entreprise privée. Le gouvernement japonais a pris l'affaire en main et, de concert avec l'entreprise privée, il a fait du Japon la nation industrielle la plus puissante du monde.

Pendant ce temps là, nous sommes ici en train d'écouter de vagues platitudes sur l'économie de la part des députés assis à ma droite, pendant que le gouvernement laisse faire avec cet air d'infini mépris que reflète en ce moment même le visage du vice-premier ministre (M. MacEachen), qui est assis de l'autre côté.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Je voudrais, pour terminer, donner quelques exemples de ce qu'on pourrait faire, avec un peu d'esprit d'initiative, pour créer des emplois dans le secteur public.

**Une voix:** Si ça ce n'est pas du mépris.

**M. MacEachen:** Je dirais même un mépris sans borne.

**M. Broadbent:** Le gouvernement a en main le rapport de la Commission Hall. Que recommande ce rapport? Il recommande de consacrer, dans les prochaines années, 500 millions de dollars à la remise en état du réseau ferroviaire canadien. Cela semble tout à fait raisonnable. Si le gouvernement suivait cette recommandation et se mettait à l'œuvre, il pourrait créer dès à présent des emplois, non seulement dans les Prairies, mais aussi au Cap Breton. Cela relancerait l'industrie métallurgique et donnerait du travail aux usines de fabrication de wagons dans une autre région de Nouvelle-Écosse. Ce serait plus intelligent de la part du gouvernement d'investir des fonds publics là-dedans pour créer des emplois que de payer des gens à ne rien faire. Voilà ce que j'en pense, monsieur l'Orateur.

Le gouvernement s'est engagé à aider les transports urbains, et cela veut dire des trains de banlieue, des métros et, dans certaines villes, des tramways. En 1974, le gouvernement a dit qu'il y consacrerait 290 millions de dollars. Alors que nous avons 1.5 million de chômeurs, c'est le moment de faire ce genre d'investissement dans le secteur public, ce qui en même temps améliorerait les services de transport et créerait des emplois.

### Finances

Toutes les régions du Canada ont besoin de logements. Nous pourrions donc accroître le budget du logement. Nous pourrions remettre en état notre flotte de pêche sur la côte atlantique; notre flotte actuelle est vraiment une honte parce que nous avons négligé de l'entretenir. Si le gouvernement investissait dans la modernisation de notre flotte de pêche de la côte est, non seulement il créerait des emplois mais il ouvrirait également des possibilités à long terme pour une province comme Terre-Neuve.

Je pourrais citer d'autres exemples comme l'énergie solaire. Ce secteur bénéficierait d'un investissement public qui permettrait de créer des emplois dès maintenant et de produire de l'énergie dès demain. Je vais conclure en disant simplement, monsieur l'Orateur, que je souhaiterais que ce débat . . .

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** A l'ordre. Je dois informer le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) qu'il a épuisé son temps de parole. Le député pourra poursuivre sa déclaration s'il a le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** A l'ordre. J'ai bien entendu un «non».

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'ai écouté les discours des deux chefs de partis de l'opposition. Le chef de l'opposition officielle (M. Clark) a parlé de responsabilité face à ces questions. Je viens ce soir répondre à l'opposition qui prétend que le dollar est dans un état de crise. Ces députés disent que nous devons agir en gens réfléchis. Ce soir, à la fermeture du marché, le taux était exactement le même que le point le plus bas qu'il avait atteint en octobre 1977, et l'opposition prétend que nous faisons face à une crise très urgente.

Sur des questions extrêmement délicates ayant trait aux opérations des marchés de changes étrangers, nous voyons que l'opposition ne vérifie pas ses faits, mais essaie de faire une crise d'une situation qui est exactement la même qu'au milieu d'octobre 1977.

Cela m'amène à citer un député qui est très bien connu ici, le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker). Dans son livre *One Canada*, il dit à la page 131 qu'un de ses problèmes en 1962 provenait du fait qu'un de ses collègues du cabinet spéculait sur le niveau du dollar canadien à la Bourse. Il attribua la situation à l'inconséquence d'un tel geste. Vous pouvez le vérifier dans son volume à la page 131. Je suis très heureux que l'opposition ait proposé de débattre cette question parce que je voulais signaler des choses comme celle-là.

Les partis de l'opposition parlent d'une crise effroyable parce que, depuis le début du mois, le dollar a fluctué entre un haut de 90.30 le 1<sup>er</sup> février et 89.73 ce soir. C'est une fluctuation d'un demi-point, monsieur l'Orateur, mais ils appellent cela une crise effroyable. Ils veulent créer l'impression que tout va très mal au pays. Je les écoutais pour voir s'ils me diraient, les deux partis, quelles étaient leurs politiques au sujet de la situation monétaire. Non, monsieur l'Orateur. Ils ne m'ont pas dit s'ils voulaient ou non que je fixe le cours du dollar. Ils n'en ont pas parlé.